

La fin de l'euro ou la revanche de l'Histoire (III/III) : le statu quo et l'impasse



Article rédigé par *Laurent Ottavi*, le 21 octobre 2015

ETUDE | L'euro a été mis en place dans un esprit de dépassement des États-nations, et d'émergence d'une nation européenne qui n'existait et n'existe toujours pas. Il apparaît aujourd'hui comme une monnaie suspendue dans le vide, soutenue en premier lieu par les pays du Nord qui en ont bénéficié jusqu'ici mais ne souhaitent pas payer *ad vitam aeternam* pour leurs voisins du Sud. Sur le terrain, la persistance des réalités nationales se traduit par des divergences économiques et politiques rendant l'euro de plus en plus difficile à gérer en l'absence de solidarité européenne et du fédéralisme qu'elle implique. La Grèce a en été une nouvelle fois l'illustration ces derniers mois. C'est la revanche de l'Histoire, qui sonne le glas de la monnaie unique.

IIIe PARTIE : 2009- 2015, STATU QUO ET IMPASSE

Cela fait désormais six ans, si l'on remonte à 2009, c'est-à-dire à la révélation de l'ampleur du déficit budgétaire grec, que les dirigeants européens à commencer par l'Allemagne mènent la politique du *statu quo* de « plan de la dernière chance » en « plan de la dernière chance » malgré les contradictions du système. Plusieurs mesures ont été prises pour repousser l'échéance inéluctable de la fin de la monnaie unique :

1/ Les plans de « sauvetage »

Depuis le renflouement des banques, consécutif à l'explosion financière de 2007-2008, les taux d'intérêt ont fortement divergé en zone euro. Ne pouvant pas s'attaquer aux taux de change des différents pays, la spéculation s'est portée sur les taux d'intérêt auxquels empruntent les États. Les écarts sur les assurances de crédit (CDS) ont aussi fortement augmenté. Une nouvelle phase de l'union monétaire s'ouvrait : le temps du crédit à bon marché était clos pour les pays du Sud, aussi bien pour les emprunteurs privés que publics [1].

« La crise financière européenne est devenue globale, écrit Michel Aglietta, à la fin de l'été 2011 quand le pessimisme des marchés quant à la solvabilité des dettes publiques se reporta sur la fragilité des banques. » La dette publique allemande en revanche restait une valeur sûre et la France s'y accrochait tant bien que mal. Le besoin de diversifier leurs devises de certains pays (Chine notamment) leur ont même permis d'emprunter à des taux négatifs.

Les plans d'« aide », financés essentiellement par la France et l'Allemagne *via* notamment le FESF et le MES et malgré les réticences de la Cour constitutionnelle allemande, ont empêché le défaut des pays les plus en difficulté [2].

Les décisions franco-allemandes tiennent cependant plus à la volonté de préserver les créances des banques qu'à protéger les peuples. Paolo Batista, membre du FMI, l'a reconnu en mars sur une chaîne de télévision grecque : « La Grèce a reçu des sommes énormes mais cet argent a été principalement utilisé pour permettre le désengagement, par exemple, des banques françaises ou allemandes [3]. » Les pays créanciers ont aussi tiré profit de la dette grecque en lui prêtant à des taux supérieurs à ceux auxquels ils empruntent les sommes destinées à ladite « aide » [4].

Il existe pourtant des alternatives. En 2008, les 320 000 Islandais ont refusé par référendum de payer pour leurs banques, défiant ainsi « la logique de tant d'acteurs financier, souligne l'économiste Gaël Giraud, qui depuis des années consiste à privatiser leurs profits et à mutualiser leurs pertes ». Le cas islandais est doublement intéressant par rapport aux problèmes qu'a connus la Grèce ces dernières années [5]. D'une part, la couronne a été dévaluée de 60%, ce qui permet l'équilibre du commerce extérieur et un retour de la croissance. D'autre part, l'Islande a laissé ses banques faire faillites avant de les nationaliser. Seuls les épargnants ont été sauvés. Le village gaulois a eu raison des armées romaines et de leurs sinistres présages.

L'austérité dans les pays du Sud aggrave le mal

Les plans de « sauvetage » sont conditionnés à la réalisation de plans d'austérité et de réformes dites structurelles pour relancer la compétitivité sous la tutelle de la Troïka (BCE, FMI, Commission) : réduction des dépenses (baisse du nombre de fonctionnaires, baisse des salaires dans la fonction publique, baisse des dépenses de santé, baisse des allocations chômage, privatisations pour alléger les finances publiques, recul de l'âge de départ à la retraite) hausse des impôts, flexibilité du marché du travail.

De la pression à la baisse sur les salaires est attendue une diminution des prix et, par-là, une hausse des exportations et une baisse des importations [6]. C'est une « dévaluations interne » faute de pouvoir agir sur le taux de change. Elle est bien plus lente et couteuse, en termes de production et de chômage, qu'un ajustement monétaire. L'euro contraint les gouvernements à faire peser intégralement cet ajustement sur les peuples.

L'austérité a comprimé la croissance avec pour conséquence une réduction des recettes fiscales et une hausse des dépenses liées à l'indemnisation des nouveaux chômeurs. Elle a fait fuir les capitaux, explosé les taux de pauvreté et augmenter le travail au noir.

C'est la réédition des politiques menées dans les années 1930 par le chancelier Brüning et Pierre Laval. Le serpent se mord la queue : la dette en pourcentage du PIB, qu'on prétend réduire par des politiques antisociales, continue d'augmenter. Pour les faire baisser, souligne Gaël Giraud [7], il faut au contraire un contexte de croissance et d'inflation. Le FMI lui-même l'a reconnu.

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a refusé de demander l'aide du MES pour sauver les banques de son pays car il aurait été contraint à des réformes supplémentaires [8]. Elles étaient déjà considérables. Les coupes budgétaires ont représenté 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014 pour l'Espagne [9]. C'est la politique monétaire de la BCE qui a permis d'apaiser les tensions.

L'effondrement de pays comme l'Italie ou l'Espagne serait, en effet, d'une toute autre ampleur que celui de la Grèce, sur laquelle se focalise l'attention. Elle est l'arbre qui cache la forêt : la Grèce ne représente que 2% du PIB des pays de la zone euro.

Le TSCG

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance [10], ou traité Merkozy parce que négocié entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'inscrit dans cette logique de réduction des déficits. Fin 2012, la France a ainsi adopté la règle d'or [11], conformément aux volontés allemandes, par une loi organique : tout budget doit être « en équilibre ou en excédent » et le déficit structurel ne doit pas dépasser 0,5% du PIB. L'Allemagne l'avait intégrée à sa Constitution en 2009. Le « sérieux » budgétaire doit attirer la bienveillance des marchés [12].

Le TSCG rend non seulement impossible des investissements permettant de créer de la croissance, mais il se double aussi d'une violation démocratique. La Commission européenne obtient en effet un « droit de regard » sur les budgets nationaux.

Contrairement à ses promesses, comme Lionel Jospin avant lui, François Hollande n'a pas renégoié le traité. Le pacte de croissance annoncé en compensation était une coquille vide servant une communication politique. Les pays n'ayant pas tenu les objectifs irréalistes assignés par le TSCG, un étalement du

calendrier a été obtenu.

2/ Les gouvernements techniques

Pour mener à bien les politiques de la « Troïka », des gouvernements techniques ont été imposés en Grèce et en Italie.

Georges Papandréou avait proposé en 2011 un référendum portant sur le plan d'aide à son pays. Il y renonça sous la pression des dirigeants européens et démissionna. Lucas Papademos, ancien gouverneur de la banque de Grèce, et qui ne pouvait pas ignorer le maquillage des chiffres grecs par Goldman Sachs pour qu'elle entre dans l'euro, lui succéda.

En Italie, c'est Mario Monti, lui non plus sans passer par la case « élection », qui fût imposé en remplacement de Silvio Berlusconi. Ancien commissaire européen, il est surtout ancien consultant pour Goldman Sachs. Si l'on ajoute que Mario Draghi est l'ancien vice-président de Goldman Sachs Europe, qui a aidé à la falsification des comptes grecs, on peut fortement douter du fait que l'euro soit une protection contre la finance dérégulée.

La politique de Mario Monti a plongé l'Italie en récession. Les éditorialistes du *Figaro* qui faisait l'éloge de Mario Monti pour mieux s'en prendre à l'action de François Hollande oubliaient que les impôts ont plus été augmentés que les dépenses réduites, ce qui est moins dramatique pour la croissance dans le contexte actuel. L'épargne des familles et le tissu industriel de PME a préservé l'Italie de conséquences encore plus graves. La dette publique italienne est toujours extrêmement forte, à 2000 milliards d'euros.

En février 2013, Mario Monti n'obtient que 10% des voix aux élections générales.

3/ Les interventions de la BCE

Les plans d'aide n'auraient pas suffi à éteindre les incendies. Les interventions de la BCE ont été décisives. Elle n'a pas racheté directement la dette des États, ce qui est contraire aux traités. En revanche, elle a agi indirectement en prêtant à un faible taux aux banques privées qui ensuite prêtent aux États à des taux plus élevés.

Dans le même temps, un pays comme l'Angleterre qui n'est pourtant pas très bien géré, peut dévaluer sa monnaie et se financer auprès de sa banque centrale à des taux inférieurs à ceux payés par les Allemands. Les Japonais, qui ont en plus l'avantage d'avoir une dette largement nationale — c'est-à-dire détenue par les résidents — bien que très forte, font de même depuis l'arrivée au pouvoir de Shinzo Abe il y a deux ans.

C'est pourquoi les pays du Sud demandent une intervention directe de la BCE. Elle rachèterait directement la dette des États en difficulté et ferait baisser la valeur de l'euro. Or c'est contraire à ses statuts, une telle mesure ne règle pas la question de l'hétérogénéité entre les pays et l'Allemagne [\[13\]](#) n'en veut pas. Les Allemands craignent qu'une telle intervention soit un encouragement au laxisme pour les pays du Sud et qu'elle relance une inflation qui pourrait alimenter une bulle immobilière en Allemagne.

En déclarant qu'il ferait tout, « de façon illimitée », pour sauver l'euro à l'été 2012, Mario Draghi a calmé les marchés. En juillet 2013, il promet « des taux bas voire très bas que une période prolongée ».

Les banques des pays en difficulté, mais aussi les banques allemandes, ont grandement profitées des interventions de la BCE. En Janvier 2015, celle-ci annonce un programme d'injection de 1400 milliards d'euros d'ici à septembre 2016.

4 / Reprise illusoire

La sortie de crise a été annoncée à de multiples reprises. À chaque fois, elle a été démentie par les faits.

On se souvient de la crise chypriote en 2013. Il fallut sauver le système bancaire du paradis fiscal et le restructurer. Il était d'abord envisagé de taxer tous les dépôts bancaires, mais finalement seuls ceux supérieurs à 100 000 euros furent concernés et taxés à plus de 50%. La BCE menaçait de ne plus fournir de liquidités aux banques chypriotes pour obtenir gain de cause. Un strict contrôle des capitaux, pourtant contraire aux traités européens, était mis en place.

Le chaos social comme rebond économique

Si certains pays semblent aujourd'hui sortir la tête hors de l'eau, ils le doivent surtout à trois facteurs : la baisse des taux d'intérêts, la baisse de l'euro et la baisse du cours du pétrole.

Cependant, les marchés intérieurs des pays du Sud sont fortement dégradés et les taux de chômage, en baisse excepté en France, restent à des niveaux très élevés alors que celui de l'Allemagne est de 4,7%, Il atteint 25% en Grèce [14] (50% chez les jeunes), 22 % en Espagne (49%) et 12 % en Italie (40%). Il faut y ajouter une forte précarisation des travailleurs.

Entre 2008 et 2013 le nombre de chômeurs en zone euro est passé de 11,9 à 20 millions [15]. En juillet 2015 le taux de chômage moyen en zone euro était de 10,9 % selon *Eurostat*, contre 9,5% pour l'ensemble de l'Union européenne. Il est d'autant plus fort que la population européenne est vieillissante, ce qui diminue les chiffres officiels [16].

Surtout, les plans dits de sauvetage n'ont en rien réglé le problème fondamental de la zone euro, c'est-à-dire l'hétérogénéité entre ses économies. Une même politique monétaire ne peut satisfaire les intérêts de chaque pays. La crise n'est donc pas finie. Ce n'est que partie remise.

Le grand bond en arrière

Cinq ans après le premier plan d'« aide » à la Grèce, les conséquences sociales sont dramatiques, non seulement en termes de chômage, mais aussi de hausse des maladies, d'insécurité alimentaire et d'accès aux médicaments.

Grecs, Irlandais, Portugais, Espagnols quittent leurs pays « pour gagner des cieux plus cléments, renouant ainsi avec leur tradition d'émigration du XIX^e siècle et du début du XX^e » rappelle l'économiste Jean-Luc Gréau [17]. Selon une étude de la banque du Portugal, il y a eu 120 000 départs du Portugal en 2012, un record depuis les années 1960, c'est-à-dire depuis la dictature. Des manifestations de masse, notamment du fait du mouvement des *Indignados*, ont eu lieu en Espagne et au Portugal.

L'impuissance des gouvernements fait, de plus, craindre la désagrégation des États (en Espagne avec la Catalogne, en Italie entre le Nord et le Sud, en Belgique entre Flamands et Wallons, etc.) et de graves troubles sociaux pouvant déboucher à terme sur des guerres civiles. « N'oubliez jamais, Sire, que c'est la faiblesse qui a mis la tête de Charles Ier sur le billot » disait Turgot à Louis XVI.

Henri Guaino, en 1998 [18], dans le colloque que *Liberté politique* avait consacré à la création de la monnaie unique, lançait cette sinistre prophétie : « C'est effectivement par la révolte sociale que viendra la fin de cette Europe. C'est par la violence que tout se terminera [...] que cette violence soit synonyme de désordre dans la rue ou de fascisme, cela n'en restera pas moins de la violence et nous serons ainsi parvenus au bout de notre projet, c'est-à-dire la négation de tout ce que nous sommes, en ayant voulu pourtant, au départ, essayer de préserver ce que nous avons de plus essentiel ».

5/ La gauche européenne et l'euro

Les bouleversements sociaux s'accompagnent désormais de changements politiques. On pense bien sûr à Syriza [19], coalisé avec un parti souverainiste de droite depuis sa victoire aux élections législatives de janvier 2015. Le gouvernement grec avait ainsi brisé le clivage gauche/ droite en replaçant le curseur autour de la question déterminante de la souveraineté nationale.

Pourtant, Alexis Tsipras n'a pas été à la hauteur des espoirs placés en lui. En se refusant d'envisager le plan B [20], c'est-à-dire la sortie de l'euro, il s'est lié les mains et avec elles celles de son peuple qu'il avait pris soin de consulter par référendum. Malgré lui, Alexis Tsipras a été une nouvelle illustration des contradictions de la gauche européenne, prisonnière d'une utopie mondialiste qui a fait d'elle un allié objectif des libéraux qu'elle prétendait combattre.

Jean-Luc Mélenchon semble, en partie du moins, en avoir pris acte. Il s'était engagé pour la sortie de la monnaie unique avant l'arrivée au pouvoir de Syriza, alors qu'il qualifiait cette solution de « maréchaliste » il y a encore quelques années.

Il soutenait auparavant la division de la zone euro en deux, avec d'un côté une zone mark pour les pays du Nord (par exemple, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche, le Luxembourg) et de l'autre les pays du Sud (avec la Belgique, l'Italie, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal). L'hétérogénéité entre les économies des pays du Sud, et avec elle la nécessité d'une solidarité budgétaire, demeurerait un problème insoluble dans un tel système. La France devrait endosser le rôle de l'Allemagne envers les pays du Sud. Casser la zone euro en deux est donc un faux-remède.

6/ Le dilemme allemand

L'Allemagne, on l'a vu, s'est reconstituée en Empire dans et par l'Union européenne. Elle est d'autant plus maîtresse du jeu qu'elle est aujourd'hui le principal carnet de chèque des pays du Sud. Elle est la première contributrice des plans de renflouement, ce que son opinion publique accepte mal après les sacrifices que lui a imposé la réunification.

Confrontée à une demande en berne dans les pays du Sud, elle s'est davantage tournée vers les grands empires économiques pour ses exportations : les États-Unis, qui ouvrent leur marché à ses entreprises pour y vendre et y produire, la Russie pour l'industrie et l'énergie, et surtout la Chine qui est devenu son principal partenaire commercial en 2012 [21].

En 2014, les trois quarts des excédents allemands (74%) étaient réalisés hors de l'Union européenne, contre 5% en zone euro (ils représentaient 35% des excédents commerciaux en 2007) [22]. En 2009, l'Allemagne a perdu sa première place d'exportateur mondial, au profit de la Chine, mais elle demeure une redoutable machine à exporter.

Comme l'explique Jean-Michel Quatrepoint, elle tire ainsi les fruits d'une politique européenne remarquablement menée : « Le marché unique a permis dans un premier temps le désenclavement des entreprises allemandes d'un marché où la population vieillissait et déclinait. Désormais l'Allemagne va utiliser la déflation salariale qu'elle impose à la périphérie pour transformer l'ensemble de la zone euro en base arrière de sa stratégie mercantiliste. Au nom de la bonne gestion. Les consommateurs qu'elle perd, relativement, à sa périphérie, elle les regagne, ô combien, sur le reste du monde. » L'Allemagne tire également partie des populations qualifiées (ingénieurs, informaticiens ...) venues de l'Est et de l'Europe du Sud. Elles fournissent une main d'œuvre dont elle a bien besoin à cause du vieillissement de sa population.

Mais la situation n'est pas idyllique.

Comme il a été dit, l'Allemagne n'a pas intérêt à la construction du système permettant à l'euro de fonctionner ni à la multiplication infinie des plans de sauvetage pour donner chaque fois un nouveau répit à l'euro. L'assouplissement de la politique monétaire par la BCE, on l'a mentionné, risque de créer à terme une bulle immobilière en Allemagne.

De plus, les politiques d'austérité créent des tensions potentiellement explosives entre les nations. Les drapeaux allemands sont brûlés dans les pays du Sud. La Grèce d'Alexis Tsipras demandait récemment le remboursement de la dette allemande remontant à la seconde guerre mondiale.

Son secteur bancaire est aussi une source d'inquiétudes [23]. L'Allemagne a soigneusement exclues ses

établissements financiers régionaux du dispositif d' « Union bancaire ».

L'Allemagne se trouve donc entre deux quais. Sortir de la zone euro, qui lui tant apportée économiquement et politiquement, afin de se tourner vers l'Est est un pari tentant, mais il comporte le risque d'apparaître, après l'expérience des deux guerres mondiales, comme la destructrice de l'Europe. Comme l'écrit Jean-Pierre Chevènement, « il est probable qu'entre le grand large et l'intégration européenne, l'Allemagne essaiera de ne pas franchement choisir [\[24\]](#) ».

7/ Sortir de l'impasse : quelle fin pour l'euro ?

Cette impasse, cependant, ne satisfait personne. Elle est un enlisement, par effet des divergences économiques et des mesures austéritaires, dans l'appauvrissement et la violence généralisés. Il est donc souhaitable de sortir de ce système plutôt que d'attendre sa fin incontrôlée, et donc plus coûteuse.

En d'autres termes, il y aura bien évidemment des coûts à une sortie de la monnaie unique mais ceux-ci doivent être évalués relativement aux coûts du maintien dans une zone euro condamnée à disparaître. « Le choix, écrit également Jean-Pierre Chevènement, est entre la rente et l'industrie. Les rentes dont nous bénéficions encore ne peuvent que s'éroder au fil du temps. L'industrie, seule, sous toutes ses formes, nous sauvera. »

« Un impact économique négatif limité »

Plus de cent fins d'unions monétaires (Autriche Hongrie, URSS, Tchécoslovaquie, etc.) se sont produites au XXe siècle. L'économiste anglais Jonathan Tepper en a étudié soixante-neuf. Il en déduit qu'elles ont eu « un impact économique négatif limité [\[25\]](#) ». Rappelons aussi que les pays qui étaient sortis les premiers du système de l'étalon-or dans les années 1930 ou du SME dans les années 1990 s'en étaient les mieux portés.

Si la France ou l'Allemagne décidait de sortir de l'euro, l'ensemble de la zone serait probablement dissoute. Générer un rapport de force mettant nos partenaires devant le fait accompli, à savoir la fin de la monnaie unique par la menace d'une sortie unilatérale, pourrait éviter une sortie incontrôlée — laquelle pourrait créer, dans le contexte de spéculation financière, une forte dispersion des taux de change [\[26\]](#).

Un tel scénario ne serait valable qu'en cas de changement de majorité puisque, comme il a été dit, la classe politique s'est investie considérablement dans la création de la monnaie unique. La probabilité d'une fin incontrôlée de l'euro semble donc très forte.

Une sortie de la monnaie unique [\[27\]](#) accompagnée d'une nécessaire dévaluation ou réévaluation selon les pays ne saurait, en tout cas, *pour donner sa pleine efficacité*, se passer de mesures complémentaires :

Reprendre la main sur la banque centrale. Pour ce faire, il faudra désobéir aux traités européens et à la loi Valéry-Giscard d'Estaing de 1973. La Banque centrale ne devra plus être constituée exclusivement de banquiers, elle devra être mise au service de la création monétaire pour investir et pour alléger le fardeau de la dette (monétisation) laquelle sera libellée dans la monnaie nationale en vertu du principe *lex monetae*.

Mobiliser l'épargne nationale, très forte en France, pour renationaliser la dette et investir. La dette de la France est majoritairement détenue par des non-résidents, comme la dette de la zone euro [\[28\]](#). L'épargne des Français permettrait de briser le *hold up* des banques sur les dettes publiques comme y invite Jean-Luc Gréau : « Une sortie de l'euro devra s'accompagner d'une autre décision majeure : l'émission, à destination des épargnants, de titres d'emprunts publics, à très long terme, assortis d'un intérêt et d'une indexation en bonne et due forme, et d'un régime fiscal favorable, qui pourrait permettre de lever 50 à 60 milliards d'euros [\[29\]](#) . »

Maintenir une coordination monétaire, de même qu'il serait nécessaire de relancer la coopération entre les nations qui ont jadis permis à de grands projets industriels (Airbus, Ariane) de voir le jour.

Cette coordination monétaire pourrait se faire dans le cadre d'un nouveau SME, dans lequel l'euro serait une

monnaie commune et non pas unique, c'est-à-dire qu'elle servirait pour les transactions avec l'extérieur du SME (des pays comme la Russie et la Chine souhaitent de nouvelles monnaies de réserve internationale), tandis que les États retrouveraient à l'intérieur leurs monnaies nationales, dont les parités seraient décidées de façon concertée : des ajustements réguliers seraient possibles en fonction des indicateurs économiques (balance des paiements, taux de chômage, etc.) de chaque pays. Le mark serait réévalué, les monnaies du Sud dépréciées. Ce système a l'avantage d'être à la fois stable [30] et flexible. Ce nouveau SME pourrait être le prélude à une réforme monétaire internationale indispensable [31].

L'exemple russe

« La France n'a jamais connu de croissance aussi élevée et durable qu'aux périodes dites de dévaluations successives » relève l'économiste Alain Cotta. La dévaluation de 1968 sous la présidence du général de Gaulle, avait permis une hausse des salaires sans inflation, et un retour à l'équilibre des finances extérieures et publiques [32].

L'exemple de la Russie en 1998, ainsi que le suggère Jacques Sapir [33], est un autre précédent intéressant. Elle rompt alors avec les remèdes préconisés par les institutions internationales qui ont provoqué une chute de l'investissement et un appauvrissement de la population. La dévaluation, accompagnée des mesures complémentaires, est un succès. Elle provoque le rétablissement économique du pays, que ne peuvent expliquer la hausse des prix du gaz et du pétrole postérieurs à ce même rétablissement. Le coût salarial réel baisse de 1999 à 2001 tandis que les revenus réels de la population augmentent à partir de fin 1999.

La crise russe est suivie de neuf années de croissance. La réussite est telle qu'on a parlé d'un « modèle russe » [34].

Conséquences d'une sortie de l'euro

La croissance attendue d'une telle dévaluation pour les pays du Sud promet d'être forte par « rattrapage » des années perdues [35], si toutes les mesures complémentaires pour lui donner pleine efficacité sont prises. Ce retour de la croissance permettra mécaniquement de baisser les dépenses publiques et de rembourser les dettes. Une relocalisation des activités industrielles, une création d'emplois dans l'industrie mais aussi dans les services qui lui sont associés, et en conséquence un équilibre des budgets sociaux, et une baisse de la pression fiscale seraient à la clé.

En France, le nombre de chômeurs serait réduit de 1,5 à 2 millions de personnes dans les trois à quatre premières années d'après les calculs des économistes Jacques Sapir et Philippe Murer. Le taux d'inflation ne dépasserait pas 5% la première année et 4% la seconde [36]. La hausse de la facture énergétique serait compensée, pour que les automobilistes ne soient pas lésés, par une baisse des taxes sur l'essence.

Derrière l'unicité apparente de la sortie de l'euro se cachent toutefois différentes options, dont les *scénarii* ont également été étudiés par les économistes Jacques Sapir et Philippe Murer. Quelle politique économique mener une fois défait du carcan de l'euro ? Faut-il soutenir la consommation, faut-il désendetter, faut-il investir ? C'est le choix de l'investissement qui s'avère le meilleur. Une politique de réduction des déficits est le plus mauvais : la dette, exprimée en pourcentage du PIB, diminue davantage du fait de la croissance avec les politiques d'investissement ou de soutien à la consommation.

L'Allemagne, le choix du moindre mal

Elle est le pays qui subirait le plus la fin de l'euro, étant très exposée aux nations les plus en difficulté [37].

Le mark s'apprécierait, alors que l'euro lui a permis d'avoir une monnaie sous-évaluée pendant plus de dix ans. L'Allemagne pourrait certes continuer à s'appuyer sur ses produits hauts de gamme mais, si une monnaie chère lui convient (1,30 dollar est un niveau optimal pour les entreprises allemandes [38]), une monnaie très chère peut lui être préjudiciable.

L'Allemagne perdrait 4% de son PIB sur deux ans en cas de sortie incontrôlée [39]. Une fin contrôlée de l'euro serait moins grave pour elle, ce qui constitue un argument de première importance pour la France si elle décide de mettre ses partenaires au pied du mur.

Le deutschemark retrouverait sa place de 1995 dans le système monétaire international, avec entre 16% et 18% des réserves.

Le parti anti-euro AFD, pour sa première élection, a obtenu 4,8% des voix aux législatives de septembre 2013. Oskar Lafontaine, ancien co-président de *Die Linkie*, propose de démanteler la monnaie unique.

La Grèce et le précédent argentin

La crainte des Grecs concernant la sortie de l'euro tient beaucoup à l'isolement diplomatique qui d'après eux en résulterait, la fin de la monnaie unique étant si souvent assimilée dans les discours politiques et médiatiques à la fin de l'idée européenne. Ils se retrouveraient alors face à la Turquie. Une fin de l'euro n'empêche pourtant pas, à condition qu'il y ait une volonté politique, la construction d'une Europe de la coopération dans le respect des souverainetés nationales.

La sortie de l'euro, accompagnée d'un défaut et d'une nationalisation des banques est le seul remède pour que la Grèce regagne en compétitivité sans plonger son peuple dans la misère. Valéry Giscard d'Estaing l'a lui-même reconnu. Elle pourrait provoquer une contagion, via l'activation des CDS sur la dette grecque et la dévalorisation des créances détenues par les États, aux banques européennes et aux pays de la zone euro [40].

La Grèce connaîtrait sans doute un choc important à court terme mais il serait effacé rapidement par le redémarrage de l'économie comme dans le cas de l'Argentine lorsqu'elle avait rompu avec le dollar au début des années 2000 après une période de déflation ainsi que l'explique Michel Aglietta [41]. Une forte dévaluation de la drachme permettrait de redynamiser entre autres son tourisme, son industrie navale, son agriculture et ses services.

En Argentine la dépréciation de la monnaie a été de 64%. L'inflation a d'abord été très forte tout comme la baisse des revenus. Les importations, beaucoup plus chères, ont chuté de 15% en six mois. Après un premier semestre en récession de 15% et avec une inflation de 30%, la situation s'est retournée. Il a fallu six mois. L'inflation passe de 30% en juin 2002 à 3% fin 2003. Les années suivantes sont marquées par une forte croissance et une forte baisse du chômage.

La fin de l'euro n'est pas la fin de l'Europe

Au-delà des mesures techniques et des estimations, dont on trouvera le détail dans les livres des économistes cités, la sortie de l'euro doit aussi avoir une portée symbolique de retour de la souveraineté, c'est-à-dire du politique qui constitue le meilleur rempart à la spéculation et à l'idéologie libre-échangiste, laquelle est avec l'euro la principale cause de l'effondrement économique de la France.

Elle doit être le début d'une refondation européenne sur les nations, les peuples maîtres de leur destin et les États qui retrouveraient leurs attributs (guerre, justice, monnaie) qu'ils n'auraient jamais dû abandonner. La coopération se substituerait à la subordination à l'Allemagne et aux marchés financiers.

La fin de l'euro, si elle est bien menée, n'entraînera pas la mort de l'Europe, laquelle est assurée si le *statu quo* se poursuit, mais elle enclenchera la disparition de l'Union européenne qui en est sa négation.

La souveraineté contre le fatalisme

Au terme de cette présentation, la « crise » de l'euro, ce « système *par nature autodestructeur* » comme l'a

défini Jean-Jacques Rosa [\[42\]](#), se lit à la fois comme un facteur et un révélateur de la crise d'identité que connaît une Europe incapable de se définir. Les Allemands voient en elle un moyen au service d'une fin nationale ; les élites françaises espèrent encore en une Europe romantique qui serait une « France en grand », un super État-nation.

Ces dissensions font les affaires des États-Unis par la neutralisation du politique en Europe et par le répit que la crise de l'euro accorde au dollar. Ils n'ont cependant pas intérêt à ce que la zone euro, qui est un de ses clients et qui compte des pays alliés, soit plongée dans le chaos social et politique.

Le déséquilibre en zone euro se transforme en effet aujourd'hui, comme l'avaient annoncé les Cassandre souverainistes dans les années 1990, en rupture. Elle prendra la forme définitive d'un choc économique (spéculation, effondrement des banques), social (révoltes, guerres civiles) ou politique (élections de partis anti-euros, sortie d'un pays). Faute d'organiser politiquement les changements, ils s'imposeront dans la confusion.

La France, vers laquelle les peuples du Sud de l'Europe tendent leur regard sans la reconnaître, tant celle-ci a depuis longtemps mis « l'arrogance au vestiaire » [\[43\]](#), serait sans doute la plus à même d'enclencher ce mouvement sans que l'idée européenne et la nécessaire coopération entre les nations y soit sacrifiée. Un rassemblement des forces opposées à l'Union européenne est à cet égard indispensable [\[44\]](#), comme l'a rappelé Jacques Sapir récemment.

Le retour de l'Histoire

D'avoir oublié, et ce particulièrement en France, que ce sont les nations qui composent l'Europe, les élites européennes ont exposé les peuples à de graves dangers. Le retour de balancier d'aujourd'hui n'est pas autre chose que le retour de l'Histoire qui a tant été méprisée, alors qu'au contraire les Allemands y puisaient leurs forces pour reconstituer leur Empire.

Elle prend sa revanche et elle emporte ceux qui se sont mis à genoux.

Laurent Ottavi

Articles précédents :

[La fin de l'euro \(I/III\). Une monnaie sans nation](#)

[La fin de l'euro \(II/III\). 2002-2009, les divergences Nord-Sud](#)

[\[1\]](#). Voir Jean-Luc Gréau, Un euro trop fort dans une Europe trop faible, Causeur magazine et Jean-Luc Gréau, Hors de l'euro le salut, Causeur magazine.

[\[2\]](#). La restructuration de la dette grecque en 2012, et donc la mise à contribution des banques, serait liée à la volonté de l'Allemagne de préserver ses finances publiques. Auparavant, deux plans de réformes ont été adoptés. Celui de 2010 a pour conséquence une récession de 3,7%. Le PIB décroît encore davantage en 2011 après l'application du second plan. La dette publique augmente et atteint 160% du PIB en 2011.

[\[3\]](#). Cité par Coralie Delaume sur son excellent blog, l'[Arène nue](#).

[4]. In *l'Arène nue* :

http://l-arene-nue.blogspot.fr/2015/02/dette-combien-la-france-coute-t-elle-la_9.htmlhttp://l-arene-nue.blogspot.fr/2015/02/dette-combien-la-france-coute-t-elle-la_9.html

[5]. Voir aussi l'article de Laurent Pinsolle, in *Marianne* :

http://www.marianne.net/L-Islande-l-exemple-a-suivre-pour-sortir-du-marasme_a222524.html

[6]. « Le FMI a appliqué pendant des décennies cette politique mais la baisse des prix à l'exportation s'effectuait alors par une combinaison de la baisse du "coût du travail" et d'une dévaluation de la monnaie. Avec l'euro, les salaires portent la totalité de l'ajustement. » Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Béatrice Mathieu, Laura Raim, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe, les Liens qui libèrent*, 2014.

[7]. Gaël Giraud, *Illusion financière*, Les éditions de l'Atelier, 2012.

[8]. Les chefs d'Etat d'Amérique du Sud ont dénoncé les politiques d'austérité menées en Europe, voire l'euro. L'ancien ministre des finances du Brésil, Luiz Carlos Bresser-Pereira, pourtant favorable à terme à la création d'une monnaie unique, estime que les conditions de son succès ne sont réunies. Il appelle ainsi les européens à démonter l'euro.

[9]. Franck Dedieu et alii, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe*, op. cit.

[10]. Que la Grande Bretagne et la République tchèque ont rejeté.

[11]. Voir à ce sujet l'interview de la constitutionnaliste Anne-Marie Le Pourhiet dans *le Figaro* :

<http://www.lefigaro.fr/politique/2012/07/29/01002-20120729ARTFIG00137-la-regle-d-or-une-extension-du-n>

[12]. Voir Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012. L'Autriche, dans les années 1930, avait adopté une « règle d'or ». Confrontée à une crise bancaire, faute de pouvoir faire les dépenses nécessaires devenues inconstitutionnelles, elle a connu des difficultés supplémentaires. La crise s'est ajoutée à la crise.

[13]. Exel Weber et Jurgen Stark ont démissionné de la BCE en réaction à sa politique monétaire.

[14]. Il était monté jusqu'à 28% en septembre 2013.

[15]. Franck Dedieu *et alii*, op. cit.

[16]. Voir Jean-Luc Gréau, « Un euro trop fort dans une Europe trop faible », et « Hors de l'euro le salut », *Causeur magazine*.

[17]. Jean-Luc Gréau, art. cit., *Causeur magazine*.

[18]. *L'Euro de tous les risques*, Actes du colloque du 4 Février 1998, Liberté politique/François-Xavier de Guibert.

[19]. Et peut-être bientôt Podemos en Espagne. Il y a aussi des bouleversements politiques plus inquiétants, comme la montée du parti néo-nazi Aube dorée en Grèce.

[20] Voir l'interview de l'économiste Philippe Murer sur la capitulation du gouvernement grec et les conditions dans lesquelles celle-ci est survenue, *Libertepolitique.com*, 21 juillet 2015 :

<http://www.libertepolitique.com/Actualite/Decryptage/Philippe-Murer-Tsipras-n-avait-pas-de-plan-B>

[21]. Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014 : l'Europe sortie de l'histoire ?*, Fayard, 2013.

[22]. Jean-Michel Quatrepoint, *le Choc des Empires*, Gallimard, 2014.

[23]. « L'ampleur des pertes potentielles encore contenues dans le bilan des établissements financiers allemands (est) un des secrets les mieux gardés du pays ». Jean-Michel Quatrepoint, *le Choc des Empires*, Gallimard, 2014.

[24]. Jean-Pierre Chevènement, 1914-2014 : l'Europe sortie de l'histoire ?, Fayard, 2013.

[25]. Voir le blog de Laurent Pinsolle, qui consacre de très nombreux articles à la monnaie unique : <http://www.gaullistelibre.com/2012/02/la-sortie-de-leuro-cest-possible-et-pas.html>

[26]. Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.

[27] La sortie de l'euro est aujourd'hui soutenue par de nombreux économistes, d'horizons différents, comme Jean-Luc Gréau, Jacques Sapir, Alain Cotta, Hervé Juvin, Philippe Murer, Gérard Lafay, Frédéric Lordon, Jean-Jacques Rosa, Jean-Pierre Vesperini, et bien d'autres encore.

[28]. Les non-résidents pour la zone euro sont majoritairement européens. Michel Aglietta, *Zone Euro : éclatement ou fédération*, Michalon, 2012.

[29]. Voir Jean-Luc Gréau, art. cit., *Causeur magazine*.

[30]. Jacques Sapir : « Entre ces moments de réajustements les parités sont fixes ce qui réduit naturellement les coûts de transaction liés au change pour les entreprises. »

[31]. Voir Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Seuil, 2011.

[32]. Alain Cotta, *Sortir de l'euro ou mourir à petit feu*, Plon, 2011.

[33]. Voir Jacques Sapir, *La Démondialisation*, op. cit..

[34] Le FMI s'est lourdement trompé dans ses prévisions. La croissance est de 7% alors qu'il avait prédit une récession de 5%, soit une erreur de 12 points.

[35]. Jean-Jacques Rosa : « L'importance du retard de croissance accumulé pendant les années euro et pendant les années 1990 du fait des politique de préparation à l'unification monétaire par la convergence vers les critères de Maastricht permet d'envisager de belles années de prospérité "de rattrapage" après sa disparition [...] un rattrapage de croissance semblable à celui qu'ont connu les éco européennes après la seconde guerre mondiale pendant les trente glorieuses. » Alain Cotta, *Sortir de l'euro...* op. cit.

[36]. J. Sapir, Philippe Murer, *Les Scenarii de dissolution de l'euro*, Fondation Res Publica, 2013.

[37]. « En 2014, l'Allemagne et ses banques avaient 200 milliards d'euros de crédits méditerranéens et irlandais sur les bras. » Franck Dedieu et al., *op. cit.*

[38]. Jean-Michel Quatrepoint, *Le Choc des Empires*, Gallimard, 2014.

[39]. J. Sapir, Philippe Murer, *Les Scenarii...* op. cit.

[40]. Voir l'article de Jacques Sapir du 12 juin 2015, « Grèce : Vers le défaut ? », <http://russeurope.hypotheses.org/3962>

[41]. Michel Aglietta, *Zone euro : éclatement ou fédération*, Michalon, 2012.

[42]. Jean-Jacques Rosa, *L'euro : comment s'en débarrasser*, Grasset, 2011.

[43]. Régis Debray, *À demain de Gaulle*, Folio, 1990.

[44]. À ce sujet, voir « Souverainistes : l'impossible alliance » : <http://www.libertepolitique.com/Actualite/Decryptage/Souverainistes-l-impossible-alliance>